

Pique-Nique Débat L'éducation

Comme le dit Alain Touraine, dans l'ouvrage Si la gauche veut des idées, « Toute pensée ou programme politique comporte nécessairement un chapitre sur l'éducation ». En lisant cet ouvrage et la contribution Combattre et Proposer, ainsi que plusieurs travaux réalisés par les membres DA, nous avons dégager 3 questions majeures qui sont au cœur des enjeux actuels et au cœur du nouveau pacte éducatif dont doit se doter la France.

La première question concerne l'épanouissement de l'enfant et plus généralement quelle société scolaire doit-on créer pour que l'élève (de la maternelle à l'université) se sente épanoui?

La seconde a pour objet les inégalités face à la scolarité. En effet, comment l'école peut-elle, doit-elle se réapproprié son rôle d'ascenseur social?

Enfin, nous étudierons un cas encore plus précis: comment lutter contre l'échec scolaire à l'université et que faire pour nos universités qui ont connu une réforme importante avec la loi LRU l'année dernière?

I. L'épanouissement individuel de l'enfant

Que faire pour qu'un enfant se sente épanoui à l'école? En France, on ne laisse que très peu de place aux activités sportives ou culturelles. Pourtant, une école ou une université ayant de bons équipements sportifs n'est pas moins exigeante sur le plan intellectuel. Comment faire pour que l'enfant se sente moins écrasé par la contrainte scolaire et comment développer sa pensée et son corps dans un environnement sain?

L'épanouissement individuel de l'enfant doit être une préoccupation majeure de l'environnement éducatif, et ce, dès la maternelle. Il faut à tous prix **défendre l'école maternelle** que certains souhaiteraient « anéantir » en ne l'ouvrant qu'à partir de 5ans. L'école maternelle a d'autres fonctions que celle de garderie. Elle a notamment les objectifs d'éveiller les enfants au monde qui les entoure, de les préparer à l'école etc.

La question de l'épanouissement ne se résume pas aux équipements mais aussi aux conditions de travail et aux personnels qui les encadrent. Il faut un environnement stable. Beaucoup d'enfants ont une vie familiale « mouvementée » ou sont confrontés à la misère sociale, mais ils ne trouvent pas dans l'institution scolaire le réconfort et l'écoute dont ils auraient besoin. Ainsi, **une formation en psychopathologie est nécessaire pour les enseignants**. L'assistance a **récusé à l'unanimité les propos de Xavier Darcos**, ministre de l'Education Nationale affirmant que le rôle des enseignants en maternelle n'était que de « changer des couches » (rappelons-lui qu'un enfant doit être « propre » pour être admis à l'école et que par conséquent, le changement de couches ne fait pas partie des activités scolaires à cet âge) et de « faire des siestes ». Il faut donc **revaloriser le travail en école maternelle**.

Le manque d'une véritable **politique de la famille** est aussi pointée du doigt. Il faut plus de crèches (Ségolène Royal propose un **service national de la petite enfance**) et ne pas confiner les mères à la garde des enfants (Malgré le congé paternité institué par S. Royal, ce sont encore 90% des femmes qui sont obligés de suspendre leurs activités ou de prendre des emplois à temps-partiel pour pouvoir s'occuper des enfants). Il faut enfin **responsabiliser les parents** devant les tâches qui sont les leurs (une école des parents serait-elle la solution?).

Il faut également offrir un milieu éducatif d'épanouissement et **non pas un moule**. Le système scolaire n'est qu'un cadre. Or, certains enfants ne peuvent entrer dans ce cadre et sont

donc mis à l'écart. En cela, le collège unique, même si c'est une grande avancée, a un inconvénient. Au sortir de la primaire, un élève n'a pas de choix, c'est le collège. Malheureusement, beaucoup d'enfants évoluent dans ce cadre en obscurcissant toutes perspectives d'épanouissement et il faut attendre la 3ème pour qu'ils puissent enfin avoir un choix. Nous sommes donc **pour la défense des 3èmes découvertes** et pourquoi pas généraliser ce modèle à un échelon plus inférieur. Il ne faut pas ériger l'égalitarisme en principe immuable, obligeant tous les enfants à avoir le même parcours alors qu'ils n'ont pas les mêmes envies.

En outre, il ne faut **pas renoncer à la mixité sociale** ce qui devient de plus en plus possible pour les écoles privées et qui pourrait devenir un phénomène tout aussi important dans le public.

Nous **refusons également la remise en cause de l'apprentissage par la construction de l'esprit**. Les consignes sont de plus en plus portées vers l'absence de réflexion de la part des enfants. Auparavant, les enfants apprenaient les mécanismes du corps humain (par exemple) en faisant des expériences. Or aujourd'hui, ils ingurgitent une leçon qu'ils doivent apprendre sans véritablement en comprendre le fonctionnement. Il faut remettre au cœur de l'éducation un apprentissage appelant à la réflexion. La suppression d'heures de cours hebdomadaires, si elle font des économies, ne sont pas forcément profitables au développement intellectuel de l'enfant.

Enfin, Ségolène Royal a beaucoup insisté durant la campagne (et nous pensons nécessaire de le rappeler) sur le fait que la **jeunesse n'était pas un problème mais une partie de la solution**. C'est un atout pour notre pays. C'est sur les jeunes que l'on va construire notre avenir et il faut donner les moyens à cette jeunesse, bien souvent désespérée (« je n'ai pas peur de l'avenir, j'ai peur de ne pas en avoir ») de réussir.

II. L'ascenseur Social

Aujourd'hui, l'école est devenu un véritable obstacle à la montée sociale pour beaucoup de familles. 52% des enfants d'ouvriers réussissent à obtenir le bac alors que cette proportion est de 85% chez les fils des professions supérieures. Pire, au sein des grandes écoles, la part d'enfants d'origine modeste a chuté de 30% en 1950 à 9% aujourd'hui (cf Documentaire Droit D'inventaire). Les inégalités sociales se sont même déplacées (vers le bac S et les Grandes Écoles). En outre, l'égalitarisme de façade qui est recommandé aboutit à accroître l'inégalité en ne donnant aucun appui à ceux qui en ont besoin et qui ne peuvent le trouver ailleurs.

Alain Touraine propose la suppression des classes prépa, dont le but unique est la sélection et qui pour lui enferme de jeunes gens brillants dans des obligations scolaires écrasantes.

Pour Ségolène Royal, il faut définir des normes d'élèves par classe: moins de 30 comme en GB, moins de 17 en ZEP et moins de 10 dans les lycées qui connaissent le plus de difficultés avec la mise en place d'un tutorat généralisé.

Qu'en pensez-vous?

Nous avons eu le témoignage d'une ancienne étudiante en CPGE (Classes préparatoires aux Grandes Écoles). L'assistance ainsi qu'elle même a approuvé l'idée d'Alain Touraine de **supprimer les classes prépas**. En effet, pour beaucoup, cette particularité française est le summum de l'élitisme. La sélection se fait sur une base intellectuelle (la sélection par les mathématiques a notamment été critiquée, considérant que les mathématiques ne pouvaient être le seul critère principal d'admission, même si les mathématiques devaient conserver une place importante dans l'éducation) sans **aucune évaluation de la capacité d'analyse**. L'exemple a été donné d'une grande majorité d'élèves en « prépa » HEC n'ayant aucun sens critique de l'actualité quand ils s'y intéressaient, alors que c'est eux qui « gouverneront » la France de Demain. De plus, la plupart des étudiants en classes prépas sont issus de familles aisées (très peu de

boursiers) et d'établissements privés, ce qui casse la mixité sociale. Un étudiant en CPGE coûte deux fois plus cher qu'un simple étudiant, ce qui est pour beaucoup une **aberration**. Il a également été critiqué la présence des prépas privées sans lesquelles il est très difficile d'avoir un concours prestigieux (Médecine, Science Po Paris etc.). Il faut donc des préparations générales pour tous les étudiants qui en feraient la demande, tout en étant **plus efficace que les systèmes de tutorat existant aujourd'hui**, jugés trop superficiels.

Le deuxième volet de ce débat, concernant l'ascenseur social, a surtout été concentré sur la remise en cause des « boîtes à formatage » (comme les prépas) et de l'élitisme. Nous jugeons donc important de **mettre fin à cette politique élitiste**, présente en France dès le plus jeune âge jusqu'au marché du travail. L'accent a été mis sur le fait qu'on a l'impression que l'on complique encore plus la façon de présenter les choses au niveau de l'orientation et des études. Ainsi « garder le savoir, c'est garder le pouvoir » et on a l'impression qu'une élite s'accapare les grandes études posant un frein à ceux qui n'ont pas les moyens de trouver un soutien dans leur famille ou dans leur environnement pour passer les obstacles. Il faut lutter contre des écoles réservées aux élites. Pour cela, Ségolène Royal propose que les **Grandes Écoles soient rattachées aux universités** (comme c'est le cas par exemple de beaucoup d'IEP de Province) et s'ouvrent un peu plus aux familles modestes.

En outre, il faut cesser de dévaloriser les jeunes qui sont mal à l'aise dans un système qui ne les correspond pas. Il faut cesser de dévaloriser les filières autres que « générales » (et à l'intérieur des filières générales, cesser de valoriser un bac plus qu'un autre). Nous avons eu le témoignage de deux jeunes qui ont fait un parcours autre que « général ». La première a insisté sur le fait que l'on n'était pas forcément moins épanouie dans une filière professionnelle qu'une filière générale et que l'on trouvait souvent beaucoup plus facilement du travail dans ces voies. Beaucoup en ont marre d'être regardés de haut par l'institution (s'indignant notamment du fait que les médailles promises aux nouveaux bacheliers ne concernent pas les bacs pro) et réclament l'égalité de traitement. **Il n'y a pas de sous-métiers comme il n'y a pas de sous-formations**. Le second « témoin » a insisté sur le fait qu'il fallait sans cesse en quelque sorte « lutter » contre l'institution scolaire, qu'on nous disait souvent ce que l'on **devait faire**, et pas ce que l'on avait **envie de faire**. Il faut avoir du courage pour aller au bout de ses envies et passer les obstacles qui nous sont opposés.

Enfin, il a été rappelé l'absolue nécessité de **baissier le nombre d'élèves par classe** (nous approuvons les idées de S. Royal exposées en introduction), pour que tout le monde puisse avoir les mêmes chances. Il faut absolument penser au bien-être et à l'éducation des enfants avant de penser à faire des économies sur des services publics indispensables à la construction de la France de Demain.

III. Universités: Objectif Réussite

17% des jeunes quittent l'enseignement sans BEP, ni CAP ni BAC. A l'université c'est 41% des étudiants qui partent sans avoir obtenu le moindre diplôme. Les grandes écoles ont su se protéger en instaurant des mesures de sélection, ce qui n'est pas le cas des universités qui ont dû absorber un flux majeur d'étudiants sans savoir se préparer à cet afflux et sans avoir les moyens nécessaires. Ségolène propose notamment d'augmenter le budget réservé aux universités. Elle souhaite également intégrer aux universités les grandes écoles pour mettre fin au système à deux vitesses. Enfin elle propose de transformer le premier cycle universitaire en années durant lesquelles les étudiants peuvent s'essayer à plusieurs disciplines. Il y aurait ainsi 3 filières majeures: les humanités classiques (lettres ...), les humanités modernes (économie, droit...) et une filière scientifique. Qu'en pensez-vous? De plus quel est selon vous l'impact de la LRU, votée l'année dernière et qui est par exemple entrée en vigueur cette rentrée à Clermont-I?

Concernant l'Université, le problème principal est l'orientation, qui se traite en amont. C'est un problème crucial. Les conseillers d'orientation sont plus occupés à tenter de comprendre les réformes successives plutôt que de connaître véritablement les formations qui s'offrent aux élèves. De plus, il est difficile pour les élèves de faire un choix d'orientation à vie (que l'on demande de plus en plus tôt) pour des milieux qu'ils ne connaissent pas. **L'éducation n'est plus un apprentissage, mais un formatage pour telle ou telle situation.** Il faut ouvrir l'éducation au monde du travail, offrir la possibilité aux lycéens de faire des stages. Il faut également prévoir à l'université $\frac{1}{4}$ du temps consacré à la formation professionnelle pour que les études aient un véritable sens.

Il faut également plus de passerelles entre les différentes voies universitaires, ne plus attendre la fin de l'année dans une voie où l'on est en désespérance en attendant la rentrée prochaine pour s'essayer à d'autres choses. Il faut favoriser les **double-cursus**. Il faut également cesser de voir l'échec comme un barrage.

Enfin, le grand problème de l'université est aussi d'ordre financier. Comment financer les travaux pour rénover les locaux? Comment financer la recherche? Comment financer l'accompagnement?

La loi LRU (Loi relative aux libertés et responsabilités des Universités) rebaptisée le temps d'un débat « loi à la rue » ne résous pas les problèmes. Nous sommes très **inquiets de l'avenir des universités tournées vers les sciences humaines** qui auront du mal à trouver des « sponsors ». Par manque de temps, nous n'avons pas pu traiter plus en profondeur ce sujet crucial mais nous nous accordons tous pour dire qu'il faut un **nouveau mode de financement dont toutes les universités seraient bénéficiaires, qu'il faut changer notre système d'orientation et ne pas laisser des étudiants seuls face à l'échec, et enfin qu'il faut absolument traiter de manière égale toutes les formations.**

Conclusion Générale:

Le système éducatif français ne répond plus aux exigences qui sont les siennes: fonction d'épanouissement de l'enfant, fonction d'ascenseur social, fonction de préparation à la vie citoyenne et au marché du travail etc. Nous sommes convaincus que le système entier est à revoir lors par exemple d'Assises de l'Education (un peu de démocratie participative tout de même!). Nous sommes convaincus qu'il faut mettre un terme aux « réformes » du système éducatif, véritable sport olympique pour les ministres en charge de ces dossiers. Il faut à tous prix donner de la profondeur à ce débat et cesser d'opposer les professeurs entre eux, les parents d'élèves entre eux, les élèves entre eux... Cesser d'utiliser des subterfuges pour faire travailler les élèves (des médailles...)

Il faut que nous travaillions tous ensemble à la politique éducative de demain. Si nous voulons un pays fort et juste, nous devons nous atteler à ce problème car ce sont les jeunes qui feront l'avenir de la France...